

RAPPORT TRIMESTRIEL SUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

T1 2020



Votre succès. Notre priorité.

SOMMAIRE

01	Avant-propos	3
02	Point de vue d'un gérant de portefeuille	5
03	Point de vue d'un responsable pays - Pays nordiques	11
04	Covid-19 et climat : qu'en est-il de la tarification du carbone ?.....	14
05	Gérer nos déchets plastiques.....	17

La gouvernance en action

06	Activité de vote au T1	20
07	Faits marquants en matière d'engagement	21

01 Avant-propos



Iain Richards

Head of Responsible Investment

En 1964, dans un article où il analysait ce qu'on exige de la société en échange de l'application d'un programme politique plus socialiste, l'écrivain et historien allemand Léopold Schwarzschild posait la question suivante : « Quel est le prix de la liberté ? » Il tentait, en particulier, de mesurer à quel point les libertés civiles individuelles entrent nécessairement en conflit avec la satisfaction de l'intérêt général. Une question restait en suspens : quel écart une société est-elle prête à accepter entre ses attentes et les mesures politiques appliquées dans certaines circonstances ?

Si les mesures prises actuellement par les gouvernements du monde entier en réponse à la pandémie de coronavirus semblent être efficaces en termes de contrôle et de ralentissement de la

propagation, elles entraînent également de multiples répercussions qui sont, et continueront d'être, profondément ressenties. Alors que la société se retrouve contrainte de devenir « moins sociale » en restreignant la liberté de circulation – maintenant et pendant un certain temps encore dans de nombreuses régions du monde –, ceux qui ont des capitaux à déployer sont forcément frustrés de se voir empêchés de mettre en œuvre les solutions nécessaires, premièrement pour contenir la propagation de la pandémie et, deuxièmement, espérons-le, pour la vaincre.

Si les responsables politiques sont toujours prompts à transmettre le message selon lequel nous sommes tous dans le même bateau et à faire comme si la société acceptait de plein gré l'idée que la distanciation sociale a été décidée pour son bien (autrement dit, les citoyens et les marchés restent théoriquement « libres » parce que les mesures prises en réponse à la pandémie ne leur sont pas imposées), les impacts à long terme de cette stratégie ne sont clairement pas suffisamment appréhendés. Malgré les prêts d'urgence garantis offerts par les pouvoirs publics, de nombreuses entreprises ont désespérément besoin de financement. Il pourrait s'avérer difficile de remplacer celles qui feront faillite, de même que les emplois qu'elles génèrent, ce qui aura pour effet de prolonger le cycle de la reprise.

L'Afrique étant encore relativement épargnée par le coronavirus au moment de la rédaction de ces lignes, il est encore trop tôt pour se

prononcer sur la fiabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. Par ailleurs, l'agriculture africaine est sous forte pression à la suite des invasions successives de criquets survenues au cours des derniers mois, si bien que nous n'avons peut-être pas encore vu le pire pour 2020 sur le front humanitaire.

Le fait que nous ayons assisté pendant cette période à une vague d'investissements obligataires, notamment destinés à financer la fourniture de produits et services visant à soulager l'impact du coronavirus, est un très bon signe. Les émissions ont généralement été sursouscrites quatre fois, ce qui souligne la ferme volonté des investisseurs de soutenir activement l'offre de solutions aux problèmes créés par le coronavirus. J'en déduis que la durabilité reste un critère essentiel pour beaucoup d'investisseurs même si des signes initiaux d'offre excédentaire apparaissent, ce qui, bien sûr, créera aussi des problèmes.

De plus, la performance apparemment supérieure des fonds ESG (basés sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) pendant la récession mondiale fait l'objet d'une grande attention de la part de certains milieux ;¹ cela n'est pas vraiment surprenant, compte tenu du biais de qualité et sectoriel inhérent aux stratégies ESG qui sont axées sur la gestion des risques et les normes de pratique opérationnelle. Si ces stratégies pouvaient continuer à surperformer tandis que les marchés

mondiaux et les prix des matières premières se rétablissent, ce serait vraiment une excellente chose. Le temps en décidera.

Pendant ce temps, le secteur de la gestion d'actifs subit toujours une forte pression en faveur d'une réduction des frais ; comme toujours, la première des priorités consiste à tirer le meilleur parti des ressources disponibles à mesure que le monde qui nous entoure évolue et que la demande d'informations sur l'IR augmente. Nous devons continuer de nous concentrer sur les risques ESG importants auxquels sont confrontées les entreprises dans lesquelles nous investissons, car c'est là une composante essentielle de notre travail en tant qu'investisseur actif à long terme. Évaluer les performances par rapport à des paramètres pertinents et mesurables n'est possible que si l'on dispose d'informations exhaustives et de bonne qualité.

Dès lors, afin de soutenir notre expertise IR mondiale et de placer notre entreprise en bonne position pour l'avenir, nous avons décidé de créer des équipes distinctes dédiées à la recherche et à l'engagement, ainsi qu'une unité Stratégie et Mise en œuvre. Les travaux de recherche restent axés sur la durabilité, mais leur conception est repensée dans le but de leur assurer un plus grand écho d'un secteur à l'autre et de compléter les recherches effectuées par notre équipe existante d'analystes sectoriels. Par ailleurs, les activités d'engagement font l'objet d'un nouveau cadre de supervision, mais continuent de soutenir le repérage des risques au niveau de l'entreprise, la promotion de meilleures pratiques en fonction du contexte et l'exercice des droits de vote (le cas échéant), et contribuent à un meilleur fonctionnement des marchés.

L'unité est chargée de veiller à ce que notre entreprise reste parfaitement conforme à la législation et à la réglementation, et à ce que les informations fournies par les analystes évoluent de manière à toujours soutenir nos processus d'investissement. En séparant ces fonctions, nous espérons non seulement élargir le débat IR au sein de notre communauté d'analystes, mais aussi donner à notre travail le plus grand impact possible. Je suis convaincu que cela nous permettra de continuer à proposer des solutions d'investissement parfaitement alignées sur les intérêts plus larges de nos clients.

Source :

1 [Blackrock, Sustainable investing: Resilience amid uncertainty, 18 mai 2020.](#)



02 Point de vue d'un gérant de portefeuille



Benjamin Kelly

Senior Analyst,
Responsible Investment



Simon Bond

Director of Responsible Investment
Portfolio Management

A l'origine de bouleversements sans précédent au sein de nos sociétés, le coronavirus met en péril le bien-être de la population mondiale. Face à ce défi, les marchés des capitaux ont émis en l'espace de trois semaines seulement pour plus de 9 milliards USD d'obligations sociales, toutes émanant d'entités supranationales. Toutefois, il est possible de faire plus, et les gouvernements ont eux aussi la possibilité de s'associer à cet élan.

Dans le cadre des investissements ESG, axés sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, les aspects sociaux sont souvent relégués au second plan par les questions environnementales et de gouvernance, plus saillantes. L'une des raisons à cela tient probablement

au fait qu'il est plus facile d'évaluer la performance d'une entreprise en matière environnementale et de gouvernance, en ce sens qu'il est relativement aisé, par exemple, de mesurer l'impact carbone d'un voyage en avion ou d'apprécier la diversité au sein d'un conseil d'administration. En revanche, les aspects sociaux s'avèrent plus complexes à appréhender. A cet égard, si la création d'emplois est essentielle pour insuffler de la vigueur à une économie, nous devons pouvoir évaluer la qualité des emplois proposés, tant du point de vue du traitement des salariés qu'en termes de rémunération. Cependant, il est probable que l'investissement social revête dorénavant une importance plus centrale.

Evaluer l'intérêt des investisseurs

Les marchés obligataires – au travers des émissions d'obligations vertes, sociales et durables – sont traditionnellement un bon indicateur de l'intérêt des investisseurs pour les activités ESG. Ces obligations sont émises dans le but exclusif de financer des projets spécifiques prédéfinis poursuivant un objectif environnemental, social ou durable (c.-à-d. à la fois environnemental et social). Leurs volumes d'émissions ont augmenté rapidement au cours des dernières années, pour atteindre aujourd'hui plus de 800 milliards USD (Figure 1).



Sans surprise, les obligations vertes se sont taillé la part du lion, les émetteurs ayant privilégié les obligations destinées à financer des projets environnementaux. Dans le même temps, les émissions d'obligations sociales, centralisées par l'International Capital Market Association (ICMA), ont dépassé 56 milliards USD et contribueront notamment au financement de projets de lutte contre le Covid-19.

Au cours des trois dernières semaines, la communauté supranationale a déjà émis pour plus de 9 milliards USD de dette afin de lutter contre le Covid-19,² via l'obligation sociale de l'IFC (Société financière internationale), l'obligation durable de la BID Banque interaméricaine de développement, l'obligation sociale de la Banque africaine de développement, la « response bond » de la Banque nordique d'investissement et deux autres émissions plus récentes, d'un volume de 1 milliard EUR chacune, lancées par la Banque européenne d'investissement et la Banque de développement du Conseil de l'Europe, qui ont été sursouscrites 5,9 et 3,9 fois respectivement. Ces obligations serviront à financer des produits et des services contribuant à préserver l'état de santé et le niveau de vie des communautés mises à mal par le Covid-19.

Ces émissions sont régies par les Principes applicables aux obligations vertes et sociales édictés par l'ICMA et ont trait à différents projets spécifiques, en lien notamment avec la santé, l'accès au financement pour les petites entreprises, l'emploi et la construction d'infrastructures vertes à long terme (Figure 2).

Figure 1 : Emission d'obligations vertes, sociales et durables (au 2 avril 2020)

En milliards USD	Vertes	Durables	Sociales	Total
Emissions en 2019	220,6	47,7	17,3	285,5
Emissions depuis début 2020	41,2	15,3	12,0	68,5
Volume en circulation	649,5	97,6	56,7	801,8

Source : Bloomberg et Columbia Threadneedle Investments, 2 avril 2020.

Figure 2 : Emissions destinées à financer des projets spécifiques liés à la Covid-19 (au 2 avril 2020)

Emetteur	Type d'obligation	Affectation des produits
IFC	Sociales	Le Groupe de la Banque mondiale, dont l'IFC fait partie, entend aider les pays en voie de développement à renforcer leurs systèmes de santé au travers notamment d'un meilleur accès aux services de veille sanitaire, d'une surveillance accrue de la maladie, d'une plus grande mobilisation des organismes de santé publique et d'une collaboration avec le secteur privé dans le but de réduire l'impact sur les économies.
Banque interaméricaine de développement (BID)	Durables	Dans le cadre de ses efforts coordonnés pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, la BID mobilise jusqu'à 2 milliards USD au profit des pays nécessitant une aide dans les domaines du suivi de la maladie, des tests et des services de santé publique.
Banque africaine de développement (BAD)	Sociales	Le produit servira à soutenir et à financer les pays et les entreprises luttant contre le Covid-19, conformément au Programme d'obligations sociales de la BAD.
Banque nordique d'investissement	Covid-19 response bond	Les prêts serviront à financer des produits et des services contribuant à préserver l'état de santé et le niveau de vie des groupes affectés par le Covid-19. Plus précisément, ils permettront d'accorder des financements aux petites et moyennes entreprises impactées, ainsi qu'aux grandes entreprises du secteur de l'équipement médical et de la santé confrontées à une demande accrue d'équipements ou de services.
Banque européenne d'investissement (BEI)	Durables	Financement de projets de santé contribuant de manière importante à promouvoir l'accès universel à des services de santé abordables (ODD 3). Les conditions d'éligibilité aux « Sustainability Awareness Bonds » (SAB) sont élargies pour inclure d'autres financements accordés par la BEI directement en lien avec la lutte contre le Covid-19 dans le cadre d'un plan de préparation ou de réponse aux urgences sanitaires défini au niveau national ou international, au profit des autorités sanitaires, hôpitaux, laboratoires et réseaux de santé nationaux.
Banque de développement du Conseil de l'Europe	Sociales	Soutien aux infrastructures de santé en vue de l'acquisition, dans le cadre de procédures d'urgence, d'équipements médicaux et de matériel consommable, de la réhabilitation et de la transformation d'espaces de soins et d'unités médicales, ainsi que de la mobilisation d'expertise supplémentaire. Soutien également aux PME et aux compagnies municipales, dans le but avant tout de préserver les emplois et d'assurer la poursuite des investissements municipaux.

Source : Issuers New Deal Presentations, 2020.

Les titres mentionnés sont présentés exclusivement à des fins d'illustration, ils sont susceptibles de changer et ne doivent pas être interprétés comme une recommandation d'achat ou de vente. Les titres mentionnés peuvent générer ou non un rendement.

Cependant, la crise actuelle a incité les émetteurs à élargir leur éventail d'instruments pour inclure, outre des obligations vertes, également des obligations sociales et durables. Par exemple, l'IFC émet des obligations sociales depuis 2017 et a levé 1,46 milliard USD au travers de 28 obligations au 31 décembre 2019.³ Avec sa dernière émission, d'un volume de 1 milliard USD, son portefeuille d'obligations sociales a pratiquement doublé d'un seul coup. Cette tendance se reflète largement dans le volume d'obligations émises afin de financer des projets spécifiques à l'échelle mondiale. Les obligations sociales représentent 18% des émissions lancées depuis le début de l'année – une proportion sans précédent, qui est appelée à continuer d'augmenter jusqu'à la fin de la pandémie et au-delà (Figure 3).

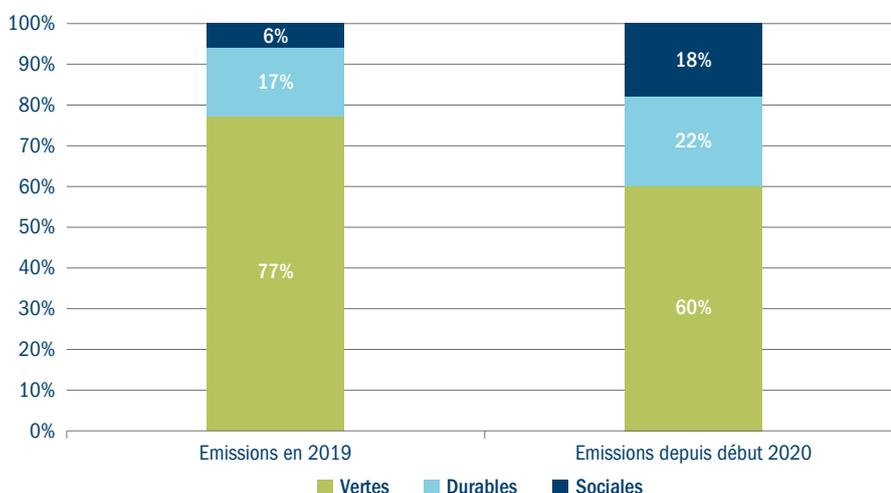
Psychologiquement, les investisseurs sont généralement monothématiques, en ce sens qu'ils ne peuvent se concentrer que sur une seule grande idée à la fois. Auparavant, ils se focalisaient sur le changement climatique, mais si ce thème reste évidemment d'une importance capitale, il est pour l'heure relégué au second plan par la crise du Covid-19. Nous devrions assister à une hausse du nombre d'émissions d'obligations sociales en lien avec la crise sanitaire, mais une fois l'épidémie de Covid-19 endiguée, le changement climatique redeviendra probablement le thème ESG dominant, même si les questions sociales continueront d'occuper une place de premier plan dans l'esprit des investisseurs.

Un contexte idéal pour les émissions souveraines

Les gouvernements ont la possibilité d'emboîter le pas aux organismes supranationaux dans la lutte contre la pandémie en émettant des obligations souveraines. Il n'est pas nouveau que des entités souveraines fassent appel aux capitaux publics afin de financer des projets spécifiques : plusieurs pays l'ont fait au cours des trois dernières années, dont les Pays-Bas, la France, l'Irlande et la Belgique (à chaque fois sous la forme d'obligations vertes).

En ce qui concerne les émissions souveraines, on remarque que les investisseurs britanniques figurent toujours parmi les principaux acheteurs. Ils représentaient par exemple 14% des souscripteurs de l'obligation sociale émise récemment par le Conseil de l'Europe, en troisième position seulement derrière leurs homologues français (25%) et asiatiques (16%).⁴ Cependant, malgré l'appétit affiché par les investisseurs nationaux, le Royaume-Uni n'a pas encore émis d'emprunt de ce type. Or, la crise actuelle offre selon nous un contexte idéal pour ce faire, afin non seulement d'enrayer l'épidémie dans l'immédiat, mais aussi de relever d'autres défis sociaux à plus long terme.

Figure 3 : Répartition des émissions entre obligations vertes, durables et sociales en 2019 et depuis le début de l'année 2020



Source : Bloomberg, 2 avril 2020.

Priorité aux questions environnementales ou aux aspects sociaux ?

Il serait intéressant de voir si les aspects sociaux commencent à prévaloir sur les questions environnementales dans les décisions d'investissement. Le transport aérien et le transport maritime sont deux secteurs dans lesquels les aspects sociaux sont souvent occultés par des aspects environnementaux négatifs (émissions de carbone générées). Mais ce sont pourtant des secteurs au sein desquels les questions sociales sont très présentes.

De la même manière, des entreprises commencent à privilégier les aspects sociaux dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. La crise met en lumière les politiques sociales des entreprises à l'égard de leurs principales parties prenantes – employés, fournisseurs et clients.

Citons à titre d'exemples Uber et Lyft, qui, en partenariat avec des hôpitaux, des gouvernements locaux et des organismes à but non lucratif, offrent des courses gratuites à des « travailleurs essentiels », qu'il s'agisse d'employés de magasins d'alimentation faisant des heures supplémentaires la nuit ou de personnes contraintes de se rendre dans des banques alimentaires faute de pouvoir s'approvisionner à proximité de leur domicile.

En conclusion, le Covid-19 annonce l'avènement d'une ère nouvelle pour les communautés à travers le monde. Si les obligations sociales émises dans le but d'enrayer la pandémie sont bienvenues, d'autres sont nécessaires et les gouvernements se doivent d'intensifier leurs efforts dans ce domaine. Selon nous, la performance sociale revêtira une importance croissante au sein des entreprises à l'issue de la crise. Aussi sommes-nous convaincus que l'investissement social est appelé à s'inscrire dans la durée.

Source :

- 2 Bloomberg, mars 2020.
- 3 https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/2be3dc0e-ec8e-40ce-8f71-3d8cafe25a59/2_IFC_Factsheet_SocialBond_02122019.pdf?MOD=AJPERES&CVID=mXsodH5
- 4 CEB, La CEB émet une obligation d'inclusion sociale en réponse à la pandémie de COVID-19, 8 avril 2020.



03 Point de vue d'un responsable pays – Pays nordiques



Ulrik Oxfeldt
Head of Nordics

Pays nordiques : coup de projecteur sur l'investissement responsable

Les pays nordiques sont à l'origine de nombreuses innovations en matière de finance verte. La région continue d'innover, aidée en cela par la présence d'un grand nombre d'émetteurs récurrents d'obligations vertes.

Les pays nordiques sont des pionniers de la première heure en matière d'obligations vertes. C'est la Banque mondiale, en coordination avec le groupe suédois de services financiers SEB (Skandinaviska Enskilda Banken), qui a lancé la première obligation verte en 2008 pour répondre à la demande

d'investissements liés au climat d'un groupe de fonds de pension suédois.⁵

D'autres émetteurs nordiques se sont empressés de lui emboîter le pas, avec en 2010, la banque de financement municipale de l'Etat norvégien KBN Kommunalbanken et la Nordic Investment Bank. En 2013, ce fut au tour de la société immobilière suédoise Vasakronan, qui devenait ainsi le premier émetteur privé d'obligations vertes. La même année, la municipalité de Göteborg réalisait une autre première mondiale en devenant la première ville à émettre une obligation verte.

De nombreuses autres villes nordiques, entre autres Oslo et Stockholm, ont suivi les traces de Göteborg et utilisé l'argent collecté pour financer des projets respectueux de l'environnement tels que des transports à faible émission de carbone et des programmes de gestion de l'énergie. Ces initiatives ont contribué au renforcement de la réputation verte des villes nordiques qui ont souvent été lauréates du Prix de la Capitale verte de l'Europe.⁶

Les petites nations nordiques jouent dans la cour des grands

Aujourd'hui, les pays nordiques comptent parmi les plus grands émetteurs d'obligations vertes au monde. Malgré la taille relativement petite de leurs économies, la Suède

et la Finlande se sont classées parmi les 15 premiers pays émetteurs d'obligations vertes en 2019, selon la Climate Bonds Initiative (CBI), la Suède se positionnant devant un Japon neuf fois plus puissant sur le plan économique.⁷

En 2019, les pays nordiques ont émis 16,3 milliards USD d'obligations vertes, soit 16% du marché européen des obligations vertes, d'après des données de la CBI. La CBI attribue le succès des obligations vertes nordiques au « fort impact créé par un grand nombre de petits émetteurs et d'émetteurs récurrents ».⁸

Les organes de financement gouvernementaux, qui émettent des obligations pour le compte de nombreuses autorités locales, ont tendance à dominer le marché nordique des obligations vertes. Mais les entreprises et les institutions financières sont également des émetteurs importants, et les obligations souveraines vertes sont appelées à jouer un rôle clé elles aussi. Ainsi, la Suède a annoncé son intention de lancer une obligation verte en 2020 ; de son côté, le Danemark étudie également cette possibilité.⁹

La décision de la Suède placerait ce pays au même rang que l'Allemagne, qui prévoit d'émettre sa première obligation verte au second semestre 2020, mais derrière d'autres pays de l'UE tels que la France, les Pays-Bas et la Belgique qui ont déjà émis des obligations souveraines vertes.

Une longue histoire d'activisme climatique

Les pays nordiques ont à leur actif plusieurs décennies d'activisme en faveur du climat. Le Danemark affiche l'un des taux de pénétration de l'énergie éolienne les plus élevés au monde, tandis que la Norvège et la Suède se classent parmi les économies mondiales émettant le moins de CO₂. La Norvège a également imaginé un important package d'incitants à l'achat de véhicules électriques, si bien qu'en 2017 plus de la moitié des ventes de voitures neuves concernaient des véhicules électriques ou hybrides.¹⁰

Les initiatives de ce type deviennent de plus en plus nombreuses. La Finlande s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 80% d'ici 2050, et la Norvège de 40% d'ici 2030, par rapport à leurs niveaux de 1990. La Suède vise à amener à zéro ses émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2045.¹¹

Un changement porté par les émetteurs du secteur public

Un groupe d'émetteurs d'obligations vertes de premier plan du secteur public nordique, composé de la ville de Göteborg, de l'établissement de crédit finlandais MuniFin et de l'agence norvégienne de financement des collectivités locales Kommunalbanken, apporte un soutien inestimable à cette transition. En février 2020, le groupe a publié une version révisée de son « Position Paper on Green Bonds Impact Reporting »¹², qui définit de nouvelles normes plus strictes en matière d'obligations vertes, telles que la réduction des émissions de CO₂ de référence de 380g/kWh à 315g/kWh pour les projets de production d'électricité.

Le rapport révisé précède l'introduction de la « norme de l'UE en matière d'obligations vertes », qui comprend une série de règles volontaires conçues pour améliorer la transparence du marché des obligations vertes. Le groupe d'émetteurs du secteur public nordique espère que ses recommandations ambitieuses contribueront à harmoniser le reporting sur l'impact des investissements en obligations vertes au niveau mondial.

Leaders mondiaux de l'investissement ESG

En matière d'investissement fondé sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), les pays nordiques ont tracé la voie. Ainsi, le Government Pension Fund Global norvégien a été parmi les premiers investisseurs institutionnels à adopter l'investissement durable.¹³

Même le fonds souverain norvégien, le plus important au monde, a reçu l'an dernier du parlement norvégien l'autorisation de se désengager de plusieurs entreprises charbonnières et énergétiques.¹⁴ Une démarche hautement symbolique puisque, pendant près de 25 ans, le fonds a bâti sa fortune sur les revenus tirés de la production pétrolière et gazière du pays.

A l'avenir, la finance verte nordique devrait continuer de croître et d'innover. Les prêts verts et les prêts liés à la durabilité, assortis d'une marge de crédit liée à des objectifs environnementaux prédéfinis, se multiplient partout dans le monde et ont été utilisés par des entreprises finlandaises, notamment par Outokumpu, un leader mondial de l'acier inoxydable qui y a eu recours en 2019.¹⁵ Les marchés des obligations vertes devraient eux aussi continuer de prospérer, aidés principalement par les nombreux petits émetteurs de la région, mais également par l'émission souveraine prévue par la Suède.

Source :

- 5 From Evolution to Revolution: 10 years of Green Bonds, *La Banque mondiale*
<https://www.worldbank.org/en/news/feature/2018/11/27/from-evolution-to-revolution-10-years-of-green-bonds>
- 6 Prix de la Capitale verte de l'Europe, villes lauréates, *Commission européenne*.
<https://ec.europa.eu/environment/europegreencapital/winning-cities/>
- 7 2019 Green Bond Market Summary, *Climate Bonds Initiative*.
https://www.climatebonds.net/files/reports/2019_annual_highlights-final.pdf
- 8 Sweden's \$8.3bn green bond issuance outstrips Nordic rivals, *Expert Investor*
<https://expertinvestoreurope.com/swedens-8-3bn-green-bond-issuance-outstrips-nordic-rivals/>
- 9 Sweden's \$8.3bn green bond issuance outstrips Nordic rivals, *Expert Investor*
<https://expertinvestoreurope.com/swedens-8-3bn-green-bond-issuance-outstrips-nordic-rivals/>
- 10 Nordic Public Sector Issuers: Position Paper on Green Bonds Impact Reporting, janvier 2019
<https://www.icmagroup.org/assets/documents/Regulatory/Green-Bonds/Resource-Centre/NPSIPositionpaper2019final-120219.pdf>
- 11 Nordic Public Sector Issuers: Position Paper on Green Bonds Impact Reporting, janvier 2019
<https://www.icmagroup.org/assets/documents/Regulatory/Green-Bonds/Resource-Centre/NPSIPositionpaper2019final-120219.pdf>
- 12 Nordic Public Sector Issuers: Position Paper on Green Bonds Impact Reporting, février 2020
https://www.kuntarahoitus.fi/app/uploads/sites/2/2020/02/NPSI_Position_paper_2020_final.pdf
- 13 Sustainable Investing as the new normal, McKinsey&Co
<https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Industries/Private%20Equity%20and%20Principal%20Investors/Our%20Insights/From%20why%20to%20why%20not%20Sustainable%20investing%20as%20the%20new%20normal/From-why-to-why-not-Sustainable-investing-as-the-new-normal.ashx>
- 14 Norway and Japan show the conflicting approaches to ESG investment, *Financial Times*
<https://www.ft.com/content/d059656a-934b-11e9-b7ea-60e35ef678d2>
- 15 Sustainable Finance: Full speed on green in first half of 2019, *Danske Bank*
<https://danskeci.com/cj/news-and-insights/archive/2019/sustainable-finance-full-speed-on-green-in-first-half-of-2019>



04 Covid-19 et climat : qu'en est-il de la tarification du carbone ?



Olivia Watson

Senior Analyst,
Responsible Investment

Après une longue période de faiblesse des prix du carbone fixés dans le cadre du régime communautaire d'échange de droits d'émission (ETS), un changement a semblé s'amorcer au cours de l'année passée, ces prix étant devenus un facteur important à court terme pour nombre d'investisseurs et d'entreprises. Tel a été le cas pour certains secteurs industriels européens en particulier.

Le principe de la taxation du carbone et les systèmes de tarification se sont par ailleurs généralisés à l'échelle mondiale ces deux dernières années ; début 2020, des systèmes de tarification étaient en place dans 60 juridictions, dont le Canada, le Mexique, la Chine, la Corée et plusieurs Etats américains. Même si les prix fixés dans le cadre de la

plupart de ces programmes sont faibles, l'orientation semble claire : augmenter l'adoption et la portée des régimes de taxation et de tarification du carbone au niveau mondial, ainsi que les prix sur certains marchés, en particulier celui de l'UE.

Mais comme presque tout le reste à l'heure actuelle, la question souffre du contexte Covid-19. En Europe, les prix ETS ont connu une grande volatilité sur la période de fin mars à avril, passant de 25 à 15 euros pour se situer aujourd'hui autour de 20 euros.¹⁶ En cas de récession importante, les prix du carbone ETS connaîtront-ils à nouveau un marasme prolongé comme cela a été le cas après la dernière crise financière ? Bien que la pandémie n'ait pas encore produit tous ses effets, certains signes indiquent que l'histoire pourrait ne pas se répéter.

Premièrement, il y a la question de la volonté politique communautaire qui sous-tend l'ETS. Les avis divergent sur le bien-fondé d'un tel système, notamment quant à son rapport coût-efficacité et à sa capacité à induire directement des réductions d'émissions. Pourtant, en 2018, la Commission européenne a confirmé sa confiance dans le système en adoptant une série de réformes visant à le consolider, notamment au travers d'une « réserve de stabilité du marché » et de la réduction prévue des quotas de carbone gratuits à partir de 2021.

L'annonce de ces réformes coïncide avec l'augmentation des prix constatée au cours des 18 derniers mois. Maintenant qu'elle a renforcé le

système pour envoyer un meilleur signal en termes de prix, il est peu probable que l'UE laisse s'ouvrir une nouvelle période prolongée de crédits excédentaires et de prix du carbone déprimés.

Outre les perspectives du système ETS, il faut prendre en considération le contexte de la politique communautaire et l'agenda de l'UE en matière de décarbonisation. Tandis que certains aspects du Pacte vert pour l'Europe sont reportés, la proposition de relever l'objectif 2030 de réduction des émissions de 40 à 50-55% par rapport aux niveaux de 1990 semble toujours d'actualité. Pour la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, cela reste manifestement une priorité. En outre, certains milieux appellent à ce que des mesures de reprise et de relance post-Covid-19 soient intégrées dans le Pacte vert pour l'Europe. Si un objectif d'émissions renforcé pour 2030 est adopté, l'ETS communautaire restera vraisemblablement l'un des volets politiques utilisés dans le cadre de la décarbonisation. Cela pourrait signifier, à moyen terme, un retour à des prix du carbone plus élevés parallèlement à une reprise économique.

Globalement, les perspectives en matière de tarification du carbone post-Covid-19 restent floues – des rumeurs ont circulé quant à un possible report du projet de la Chine de formaliser son système d'échange de quotas d'émission en 2020, mais aucune annonce officielle n'a été faite en ce sens. De son côté,

le Canada a appliqué début avril l'augmentation annuelle prévue de sa taxe carbone fédérale, de 20 à 30 CAD la tonne, malgré les appels à annuler cette augmentation en raison de la pandémie.

La situation à court terme...

Pour l'instant, certaines entreprises européennes des secteurs du ciment, de l'acier et des produits chimiques pourraient trouver un certain répit dans une volatilité persistante et une légère baisse des prix ETS dans l'année à venir. La baisse des prix devrait permettre, si nécessaire, de répercuter plus facilement les coûts du carbone tout en réduisant l'impact sur les marges. Les entreprises pourraient alors être tentées d'acheter des crédits avant 2021, lorsque les quotas gratuits devraient diminuer, ou d'investir dans des opportunités de réduction des émissions en prévision des augmentations de prix futures. Toutefois, dans le contexte de récession actuel, certaines entreprises choisiront probablement de vendre leurs stocks existants de quotas d'émissions pour générer des liquidités. Vu le manque de transparence quant au

nombre de quotas ETS détenus par les entreprises, il est nécessaire d'engager le dialogue pour savoir quels sont leurs plans et leurs priorités en matière de réduction des émissions dans le contexte Covid-19.

... et à moyen terme

Si les difficultés à court terme sont nombreuses, d'autres questions et défis se posent à moyen terme. Une augmentation significative des prix du carbone et une adoption plus large du système d'échange d'émissions à l'échelle mondiale sont nécessaires si l'on veut stimuler le développement technologique et favoriser la décarbonisation industrielle. Ainsi, on estime que les prix devraient atteindre 50 à 150 USD la tonne de CO₂ pour encourager le développement de différentes applications de l'hydrogène vert dans les transports, le chauffage et certaines industries. Or, dans le contexte de la pandémie et des efforts de reprise économique, cette fourchette de prix semble désormais s'inscrire dans une perspective plus lointaine. Le « mécanisme d'ajustement aux frontières » (c'est-à-dire, des taxes) est également une condition préalable à une hausse

significative des prix. Mais la mise en place de telles taxes représente un chantier politique fort ambitieux dans un contexte d'instabilité commerciale et économique.

La grande incertitude demeure toutefois liée à l'impact qu'aura finalement la pandémie sur la volonté politique en matière de réglementation et de politique climatique. Il est encore trop tôt pour spéculer à ce sujet, mais certains événements prévus l'an prochain devraient fournir quelques indications. Il s'agira d'être attentif au renouvellement des contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) par les pays en 2020 afin de respecter l'Accord de Paris, ainsi qu'aux résultats du Pacte vert et du renforcement proposé de l'objectif communautaire de réduction du carbone à l'horizon 2030. Nous continuerons de suivre ces développements avec intérêt.

Source :
16 Carbon Market Watch, When COVID-19 met the EU ETS, 26 mars 2020.



05 Gérer nos déchets plastiques



Pauline Grange

Portfolio Manager,
Global Equities

Nous avons un problème avec le plastique. Lorsque j'ai rendu visite à ma famille en Afrique du Sud pour Noël, j'ai constaté à mon grand étonnement que même dans les parties les plus isolées et protégées de notre littoral, mes enfants et moi avons réussi à remplir plusieurs sacs de pailles et d'autres débris de plastique. Les statistiques nous le confirment : nous avons un problème. A l'heure actuelle, seuls 14% de nos emballages en plastique fabriqués chaque année sont recyclés, et 2% seulement sont réutilisés dans le même produit ou dans des produits similaires. La plupart de nos déchets plastiques finissent dans des décharges ou dans notre environnement (quelque 12 millions de tonnes sont rejetées

dans les océans à travers le monde chaque année). Le problème ne fait qu'empirer avec la croissance de l'urbanisation, de la population et des revenus, notamment dans les marchés émergents, qui entraîne une hausse de la consommation d'emballages plastiques.

En 2019, la Chine a rejoint les plus de 120 pays s'engageant à interdire le plastique à usage unique quand elle a constaté que sa décharge la plus importante, d'une surface équivalente à 100 terrains de football, avait atteint sa capacité maximum 25 ans avant la date prévue. Mais les consommateurs et les gouvernements ne sont pas les seuls à être poussés à limiter les déchets plastiques. A ce jour, les entreprises ont rarement, voire pas du tout, assumé leurs responsabilités vis-à-vis de leur production de déchets, qui fonctionne de façon linéaire, c'est-à-dire sans prendre en compte la fin de vie de leurs produits. Pourtant, cette situation commence à changer

à mesure que les consommateurs et les organes de réglementation réclament des systèmes de production plus circulaires. Par exemple, des entreprises du secteur des biens de consommation de base comme Coca-Cola sont de plus en plus exhortées à prendre en charge leur contribution à la pollution plastique. Selon un audit mené à l'échelle mondiale sur les déchets plastiques par le collectif Break Free from Plastic, Coca-Cola est toujours considérée comme la marque la plus polluante (2019). En effet, l'entreprise fabrique actuellement environ trois millions de tonnes d'emballages plastiques par an, soit quelque 200.000 bouteilles par minute. Les objectifs de développement durable des Nations unies comprennent des objectifs consistant à « faire plus et mieux avec moins ». Cela signifie que des entreprises telles que Coca-Cola doivent réorganiser la totalité de leur chaîne d'approvisionnement, et doivent

Figure 4 : Réutilisation de « bons » matériaux : un potentiel significatif inexploité



Source : The new plastics economy, Ellen MacArthur foundation, 2017/www.ellenmacarthurfoundation.org

apprendre à réduire, transformer, réutiliser et recycler leurs ressources. Ce n'est qu'en procédant de la sorte que nous pourrions maintenir la production de déchets à des niveaux plus tenables.

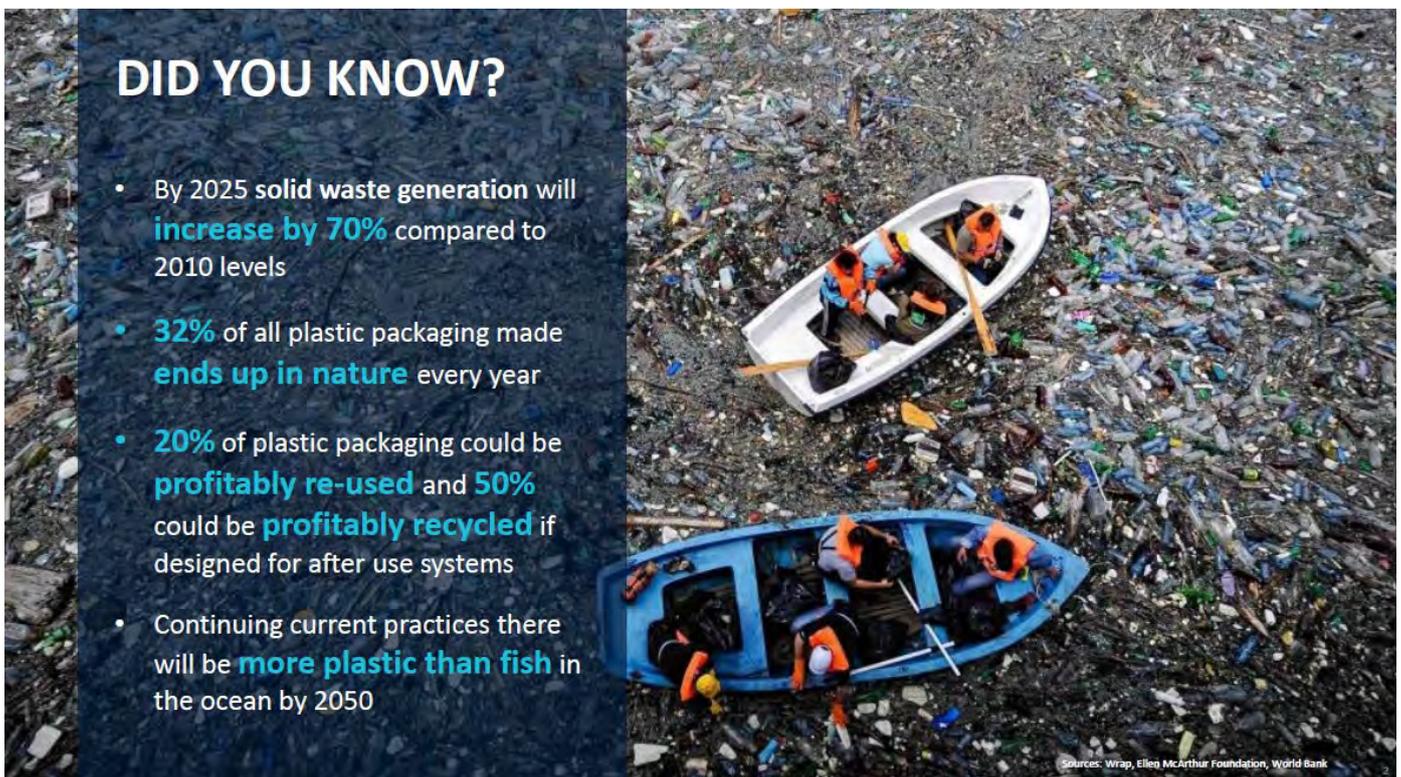
Certaines entreprises ont déjà fait de la gestion du plastique une priorité, à l'image de la société Adidas, qui s'est engagée dans la recherche de solutions concrètes. En partenariat avec Parley for the Oceans, une organisation environnementale dédiée à la protection des océans, Adidas a produit en 2019 plus de 11.000.000 de paires de chaussures à partir de déchets de plastique recyclés provenant des plages et des régions côtières.¹⁷ Ce chiffre devrait atteindre 15 à 20 millions de paires en 2020. En outre, en 2020 et pour la première fois, plus de 50% du polyester utilisé par Adidas proviendra de ressources recyclées.¹⁸

Cependant, Adidas ne se contente pas de s'approvisionner en matériaux recyclés ; l'entreprise s'efforce également de rendre ses propres produits recyclables. Le lancement de la « Futurecraft Loop », la première chaussure de course entièrement recyclable, est prévu pour 2021. De la semelle aux lacets, elle est fabriquée à partir d'un seul matériau recyclable et assemblée sans colle.

En fin de compte, passer à un mode de production plus circulaire relève du bon sens commercial. La fabrication de produits entièrement recyclables et pouvant être réutilisés comme matières premières ne constitue pas seulement une bonne publicité pour les marques, mais contribue également à abaisser les coûts de production à long terme.

Source :

- 17 <https://www.adidas-group.com/en/media/news-archive/press-releases/2019/adidas-to-produce-more-shoes-using-recycled-plastic-waste/>
- 18 <https://www.adidas-group.com/en/media/news-archive/press-releases/2020/adidas-uses-more-than-50-percent-recycled-polyester-in-its-products-in-2020-for-the-first-time/>



Source : Ellen McArthur Foundation, www.ellenmacarthurfoundation.org/Banque mondiale, décembre 2019.

L'ENGAGEMENT EN ACTION

Chez Columbia Threadneedle Investments, l'approche intégrée et conjointe de l'engagement fait partie intégrante de notre vision de l'investissement responsable.

Lors des assemblées d'entreprise, nous prenons part activement aux votes en appliquant nos principes de façon pragmatique. Nous considérons que l'exercice du droit de vote est l'un des moyens les plus efficaces d'exprimer notre approbation (ou non) à l'égard de la gouvernance, de la gestion, du conseil d'administration et de la stratégie d'une entreprise. Nous parlons de vote défavorable lorsque nous votons (ou que nous nous abstenons de voter ou que nous refusons de prendre part au vote) contre une proposition déposée par la direction, ou lorsque nous soutenons une proposition présentée par des actionnaires et non approuvée par la direction.

Lorsque nous examinons l'ordre du jour des assemblées, nous prenons nos décisions de vote en nous fondant sur des sources de recherche diversifiées et étudions diverses questions ESG, notamment les pratiques de gestion des

risques des entreprises et tout élément suggérant l'existence d'une controverse.

Nos décisions finales tiennent compte (mais ne sont pas prises exclusivement sur cette base) des recherches publiées par des sociétés de conseil en vote par procuration telles qu'ISS, IVIS et Glass Lewis ainsi que MSCI ESG Research. Nous votons par procuration par l'intermédiaire d'ISS. Bien que nous prenions en considération les recherches des conseillers en vote par procuration, nos décisions sont déterminées sur la base de notre propre politique de vote, qui est régulièrement mise à jour. Notre équipe IR évalue l'application de la politique et arrête les décisions de vote en concertation avec nos gérants de portefeuille et nos analystes. Nous votons de manière cohérente dans le cadre de tous les mandats pour lesquels nous sommes investis d'un droit de vote.

Toutes nos décisions de vote peuvent être consultées sur notre site internet sept jours après chaque assemblée.

Au cours du trimestre, nous avons eu des discussions avec de nombreux émetteurs. Pour prioriser notre travail d'engagement, nous concentrons nos efforts sur les questions essentielles ou litigieuses et sur les émetteurs dans lesquels nous détenons des participations importantes – en fonction de la valorisation monétaire ou du pourcentage des actions en circulation.

Nous avons des contacts réguliers avec de nombreuses entreprises, mais nous dialoguons également de façon plus ponctuelle avec certaines, lorsque des problématiques précises se posent.

Afin de parfaire notre approche de l'engagement, nous participons activement à plusieurs réseaux d'investisseurs. Nous débattons de questions environnementales, sociales et de gouvernance liées aux marchés et aux émetteurs et partageons idées et bonnes pratiques avec d'autres investisseurs.

Nous ne déléguons pas notre engagement à un prestataire de service tiers.

Durant tout ce trimestre, les engagements liés à la pandémie de COVID-19 se sont multipliés. Nous en dirons davantage à ce sujet au deuxième trimestre mais, à l'exception d'une augmentation des réunions virtuelles avec les entreprises, notre approche de l'engagement actif n'a pas changé.

Les réunions avec les entreprises ont porté sur des questions d'actualité, notamment la résilience des modèles d'exploitation et des bilans, la sécurité et la gestion du personnel et la surveillance du conseil d'administration.

Notre agenda d'engagement en matière d'investissement

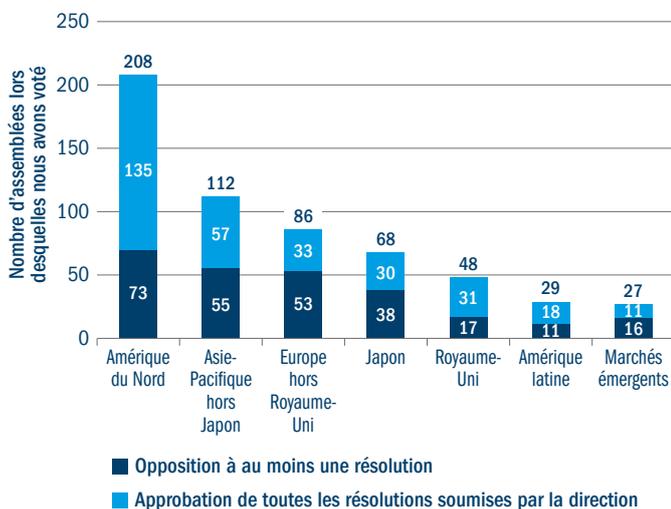
responsable reste inchangé : nous continuerons de dialoguer avec les entreprises pour mieux comprendre comment elles gèrent les risques financiers et non financiers afin de générer des rendements durables à long terme. Dans le cadre de notre analyse, nous continuerons d'évaluer la façon dont les entreprises ont réagi à la crise de la Covid-19.

06 Activité de vote au T1

Entre janvier et mars 2020, nous avons voté lors de 578 assemblées dans 45 marchés à travers le monde, contre 577 assemblées et 39 marchés au quatrième trimestre 2019.

Sur 595 assemblées, il y a eu 427 assemblées générales annuelles, 149 assemblées générales extraordinaires, 7 audiences au tribunal, 5 réunions de détenteurs d'obligations, 5 assemblées générales mixtes (annuelle/extraordinaire), 1 accord écrit et 1 course aux procurations. Nous avons exercé au moins un vote défavorable lors de 283 assemblées (49%).

Figure 5 : Participation au vote des assemblées par région

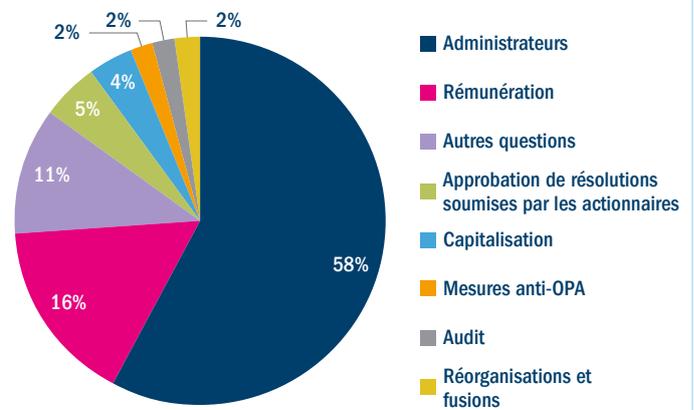


Source : Columbia Threadneedle Investments, ISS ProxyExchange, 31 mars 2020.

Nous avons voté dans 45 marchés distincts au cours du troisième trimestre. Les assemblées lors desquelles nous avons participé au vote se sont tenues principalement aux Etats-Unis (201), au Japon (68), en Corée du Sud (55) et au Royaume-Uni (45).

Au cours du trimestre, la majorité des résolutions pour lesquelles nous avons exprimé un vote défavorable ont eu trait à l'élection des administrateurs et la rémunération des dirigeants.

Figure 6 : Proportion de votes défavorables par catégorie



Source : Columbia Threadneedle Investments, ISS ProxyExchange, 31 mars 2020.

07 Faits marquants en matière d'engagement

Entre janvier et mars, nous avons entamé des discussions avec les 77 émetteurs mentionnés ci-dessous, dont pour certains à plusieurs reprises.

Discussions sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance

Applus Services SA, Barco NV, BMW AG, Breedon Group Plc, Britvic Plc, Compagnie Financiere Richemont, Compass Group Plc, Continental AG, Croda International Plc, Cubic Corp, Deutsche Lufthansa, easyJet Plc, Electrocomponents, Elementis Plc, Henkel AG, Hunting Plc, Iberdrola, Korian, Marel, Nestle SA, Rio Tinto Plc, Royal Mail Plc, Samsung Electronics, Sika AG, Teleperformance SE, Tomra Systems NOK.

Discussions axées sur les questions environnementales

Aggreko Plc, CRH Plc, Diamondback Energy Inc, Orsted.

Discussions axées sur les questions de gouvernance

Adidas AG, Belimo Holding AG, BNP Paribas Plc, BT Group Plc, Centrica, Clarkson Plc, Coats Group Plc, Compass Group Plc, CompuGroup Medical SE, Costain Group, CRH Plc, EnQuest Plc, Euromoney Institutional Investor Plc, Finecobank Banca Fineco, Imperial Brands Plc, ITV Plc, Johnson Matthey, Kingspan Group Plc, Knorr Bremse, KONE Oyj, Legal & General Plc, M&G Plc, Marel, Marks and Spencer Group Plc, Melrose Industries Plc, Monclear SpA, Pearson Plc, Pernod Ricard, Prudential Plc, RELX Plc, Royal Dutch Shell Plc, Shaftesbury Plc, SSp Group Plc, Stagecoach Group Plc, STV Group Plc, Takuma Co, Tate & Lyle Plc, The Restaurant Group, Unilever Plc, Whitbread Plc, Wincanton Plc, XP Power Ltd.

Etudes de cas

Les études de cas suivantes illustrent l'activité des membres de l'équipe IR en matière d'engagement lié aux critères ESG.

Diamondback Energy, Inc., Etats-Unis, énergie

Transparence en matière d'émissions

- Nous avons rencontré les dirigeants de Diamondback Energy pour leur faire part de notre souhait de voir l'entreprise améliorer en 2020 son reporting sur ses émissions de gaz à effet de serre et ses pratiques de torchage et fixer des objectifs similaires pour 2021. Nous leur avons fait remarquer qu'en tant que nouveau membre du S&P 500, l'entreprise accuse un retard en matière de communication de ses émissions, ce qui augmente le risque compte tenu de sa large base d'investisseurs.
- La réunion a permis de préciser les limites de l'entreprise en matière de déclaration d'émissions et l'impact de certains contrats sur le torchage. Nous avons encouragé l'entreprise à se fixer des objectifs en matière de torchage, ce qu'elle a fait en définissant un premier objectif.
- La direction a également fait part de son engagement à lier les primes des dirigeants et celles de la plupart des employés à cinq indicateurs environnementaux et sociaux essentiels : torchage, déversements, sécurité, émissions et recyclage de l'eau. Les efforts visant à lier ces facteurs à des incitations financières soulignent l'engagement de la direction et la responsabilité de chacun à l'égard de la performance financière, ce qui représente un grand pas en avant vers nos objectifs d'engagement.

McDonald's Corporation, Etats-Unis, consommation discrétionnaire

Composition du conseil d'administration

- Nous avons rencontré la direction de McDonald's pour examiner la composition du conseil d'administration dans le sillage du récent changement de CEO, et pour évaluer les efforts déployés par l'entreprise dans le but de renforcer la culture d'entreprise dans le contexte du changement récent et controversé intervenu au sein de la haute direction.
- Le conseil d'administration fait actuellement l'objet d'un renouvellement méthodique et stratégique ; d'autres changements devraient suivre étant donné que cinq des 12 administrateurs sont en fonction depuis 15 ans ou plus, ce qui fait de l'entreprise une exception parmi les autres acteurs de la grande consommation du S&P 500. Le président du conseil d'administration est au conseil depuis 24 ans.
- La direction a communiqué de façon très transparente au sujet des récents changements de CEO et de directeur des ressources humaines, mais n'a guère apporté de preuves d'une évolution des politiques ou des pratiques du conseil d'administration ou de l'entreprise en réponse aux problèmes culturels détectés.
- Nous lui avons recommandé d'inviter le conseil d'administration à se concentrer en permanence sur la culture, l'amélioration de l'engagement des employés et la surveillance de ces deux aspects critiques de l'entreprise.
- Nous allons continuer à surveiller la composition du conseil d'administration et le suivi par celui-ci de la gestion du capital humain. Nous entendons par ailleurs plaider en faveur de l'ajout d'indicateurs non financiers au programme d'incitation des cadres de l'entreprise, afin de lier davantage les initiatives de la direction à la culture d'entreprise.

CRH, Irlande, matériaux de construction

Emissions de carbone, gouvernance d'entreprise

- CRH est un groupe irlandais de matériaux de construction à forte présence mondiale et qui emploie quelque 90.000 personnes.
- Plusieurs fois par an, nous discutons des activités et des performances financières avec la haute direction, de la stratégie et de la gouvernance avec le conseil d'administration et de la gestion des risques ESG et de la durabilité avec les responsables pertinents.
- Au premier trimestre 2020, notre équipe IR a rencontré l'entreprise deux fois pour discuter de développement durable et de gouvernance d'entreprise.
- La durabilité, qui fait partie intégrante de la stratégie commerciale de l'entreprise, est cruciale pour CRH en termes d'avantage concurrentiel : l'accent est placé de plus en plus sur le client et les références en termes de durabilité constituent un solide argument lors des processus d'appel d'offres. Les nouvelles technologies sont essentielles s'agissant de réduire les émissions de carbone et l'entreprise participe à des initiatives de R&D à l'échelle du secteur.
- En ce qui concerne la gouvernance d'entreprise, nous avons discuté de la vision du nouveau président indépendant de l'entreprise et de ses projets de nomination de nouveaux administrateurs possédant une expérience sectorielle et géographique pertinente.

Knorr Bremse, Allemagne, machines de construction et équipements lourds

Plan de succession

- Knorr Bremse est un fabricant allemand de systèmes de freinage pour le matériel roulant ferroviaire et routier et de divers autres sous-systèmes.
- Depuis l'introduction en Bourse de l'entreprise en octobre 2018, il y a eu des changements importants au niveau de la haute direction. Nous avons rencontré le président du conseil de surveillance pour mieux comprendre l'approche de Knorr Bremse en matière de succession.
- A cet égard, l'entreprise est dotée d'un processus robuste : elle a recours à des chasseurs de têtes qui présélectionnent des candidats sur la base des descriptions de compétences fournies par le conseil d'administration. Les candidats présélectionnés sont ensuite interviewés par différents membres de la direction et du conseil d'administration.

Sika AG, Suisse, produits chimiques spécialisés

Durabilité

- Sika est une entreprise suisse active à l'échelle mondiale qui fabrique des produits chimiques et des matériaux de construction et dispose d'un portefeuille d'environ 20.000 produits.
- Columbia Threadneedle Investments est engagé de longue date aux côtés de Sika, et a suivi attentivement les événements qui ont entouré l'annonce en décembre 2014 d'une prise de contrôle qui n'allait pas dans l'intérêt de nos clients. En mai 2018, une transaction alternative, qui protégeait les intérêts des actionnaires minoritaires, a été annoncée.
- Au cours du trimestre, nous avons discuté avec la direction de l'entreprise des enjeux de développement durable liés à sa nouvelle stratégie de croissance 2023.
- Sika a évalué son portefeuille et estime que 80% de ses ventes génèrent des résultats positifs sur le plan de la durabilité. Tout nouveau produit doit apporter une contribution positive en matière de durabilité. L'entreprise estime que sa plus grande opportunité réside dans ViscoCrete, un adjuvant pour béton qui réduit de 25% la teneur en ciment et de 40% la teneur en eau du béton. D'autres produits présentent des avantages en termes d'allègement, d'imperméabilisation et d'économie circulaire.
- Notre engagement auprès de Sika s'inscrit dans le cadre de notre thématique de durabilité « Régénération et infrastructure » et de l'ODD 9 – Industrie, innovation et infrastructure.

Royal Mail, Royaume-Uni, fret aérien et logistique

Durabilité

- Nous avons assisté à une table ronde des parties prenantes organisée par Royal Mail et axée sur sa stratégie et sa politique de reporting futures en matière de développement durable. Cette réunion a offert aux différentes parties prenantes un forum unique de discussion ouverte sur les risques et les opportunités de développement durable qui se présentent pour l'entreprise. Pour notre part, nous avons encouragé Royal Mail à étudier certaines opportunités dans plusieurs domaines clés :
- Les sociétés mondiales cotées connaissent un nombre élevé de décès liés aux accidents de la route. Bien que Royal Mail fournisse des informations abondantes à ce sujet, nous avons demandé des informations supplémentaires sur les enseignements tirés des enquêtes sur les décès et les mesures prises à la suite de ces résultats, et sur la manière dont le conseil d'administration examine et évalue les impacts sur la santé et la sécurité.
- Nous nous félicitons des efforts que Royal Mail consacre aux questions liées aux ressources humaines, telles que la diversité et l'inclusion ; mais nous avons souligné que nous souhaiterions obtenir de plus amples informations sur les relations avec les syndicats et sur les arrêts de travail potentiels, compte tenu des récents problèmes rencontrés. A notre avis, il est clair que les relations avec les employés et avec les syndicats constituent une problématique clé.
- En ce qui concerne la stratégie de l'entreprise en matière de climat, les opportunités liées à l'efficacité et à l'électrification de la flotte peuvent être un moyen de faire face aux risques climatiques, tout en remédiant aux impacts négatifs de la pollution atmosphérique sur les communautés locales.
- Enfin, nous avons souligné la valeur que nous accordons aux cadres SASB et TCFD en ce qu'ils soutiennent nos propres recherches et analyses ESG internes et avons encouragé Royal Mail à s'y référer pour ses futurs rapports sur la durabilité.

Compass Group, Royaume-Uni, restaurants

Surveillance de la chaîne d'approvisionnement

- Compass est une entreprise britannique de restauration collective à destination des aéroports, des établissements de soins, des écoles, des universités et des bureaux. Nous nous sommes engagés aux côtés de l'entreprise à la suite de la publication de l'indice Corporate Human Rights Benchmark.
- Depuis qu'elle participe à l'enquête, Compass a fait évoluer son approche. L'entreprise a augmenté le nombre de membres de l'équipe directement responsable de la supervision de son réseau de champions de la durabilité (25 pays et 96% des revenus).
- Le premier objectif consiste à mettre en évidence les zones de risque potentiel tout au long de la chaîne d'approvisionnement et de rechercher la meilleure façon d'atténuer ces risques. Les travaux débiteront dans trois pays clés pour s'étendre ensuite à 12 pays. Les fournisseurs seront évalués et formés.
- L'entreprise sert 5,5 milliards de repas par an. Compass est bien positionnée pour avoir un impact positif sur l'alimentation de ses consommateurs ; les tendances font l'objet d'un suivi par région et les menus sont adaptés en conséquence.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur
COLUMBIATHREADNEEDLE.COM

EMEA.Stewardship@columbiathreadneedle.com

US.Stewardship@columbiathreadneedle.com

RI.Thematic@columbiathreadneedle.com



Informations importantes :

Document exclusivement réservé aux investisseurs professionnels et/ou qualifiés (non destiné aux particuliers). Le présent document est uniquement destiné à des fins d'information et ne saurait être considéré comme représentatif d'un quelconque investissement. Il ne saurait être considéré comme une offre ou une sollicitation en vue de l'achat ou de la vente de tous titres ou autres instruments financiers, ou de la fourniture de conseils ou de services d'investissement.

Investir comporte des risques, y compris le risque de perte du principal. Votre capital est exposé à des risques. Le risque de marché peut affecter un émetteur, un secteur de l'économie ou une industrie en particulier ou le marché dans son ensemble. La valeur des investissements n'est pas garantie. Il se peut dès lors que l'investisseur ne récupère pas sa mise de départ. Les **investissements internationaux** impliquent certains risques et une certaine volatilité en raison des fluctuations éventuelles sur le plan politique, économique ou des changes et des normes financières et comptables différentes.

Les titres mentionnés dans le présent document sont présentés exclusivement à des fins d'illustration, ils sont susceptibles de changer et ne doivent pas être interprétés comme une recommandation d'achat ou de vente. Les titres mentionnés peuvent générer ou non un rendement. Les opinions exprimées sont celles à la date indiquée. Elles peuvent varier en fonction de l'évolution du marché ou d'autres conditions et peuvent différer des opinions exprimées par d'autres associés ou sociétés affiliées de Columbia Threadneedle Investments (Columbia Threadneedle). Les investissements réels ou les décisions d'investissement de Columbia Threadneedle et de ses sociétés affiliées, que ce soit pour leur propre compte ou pour le compte de clients, ne reflètent pas nécessairement les opinions exprimées. Ces informations ne sont pas destinées à fournir des conseils en investissement et ne tiennent pas compte de la situation particulière des investisseurs. Les décisions d'investissement doivent toujours être prises en fonction des besoins financiers, des objectifs, des fins, de l'horizon temporel et de la tolérance au risque spécifiques de l'investisseur. Les classes d'actifs décrites peuvent ne pas convenir à tous les investisseurs. **Les performances passées ne préjugent aucunement des résultats futurs et aucune prévision ne saurait être considérée comme une garantie.**

Les informations et opinions fournies par des tiers ont été obtenues auprès de sources jugées fiables mais aucune garantie n'est donnée quant à leur exactitude et à leur exhaustivité.

En Australie : Publié par Threadneedle Investments Singapore (Pte.) Limited [« TIS »], ARBN 600 027 414. TIS est exemptée de l'obligation de détenir une licence de services financiers australienne en vertu de la Loi sur les sociétés et s'appuie sur le Class Order 03/1102 relatif à la commercialisation et à la fourniture de services financiers à des clients « wholesale » australiens, tels que définis à la section 761G de la Loi de 2001 sur les sociétés. TIS est réglementée à Singapour (numéro d'enregistrement : 201101559W) par la Monetary Authority of Singapore en vertu de la Securities and Futures Act (chapitre 289), qui diffère des lois australiennes.

A Singapour : Publié par Threadneedle Investments Singapore (Pte.) Limited, 3 Killiney Road, #07-07, Winsland House 1, Singapour 239519, une société réglementée à Singapour par la Monetary Authority of Singapore en vertu de la Securities and Futures Act (Chapitre 289). Numéro d'enregistrement : 201101559W. Le contenu de ce document n'a pas été vérifié par la Monetary Authority of Singapore.

A Hong Kong : Publié par Threadneedle Portfolio Services Hong Kong Limited 天利投資管理香港有限公司. Unit 3004, Two Exchange Square, 8 Connaught Place, Hong Kong, qui est autorisée par la Securities and Futures Commission (« SFC ») à exercer des activités régulées de Type 1 (CE : AQA779). Enregistrée à Hong Kong en vertu de la Companies Ordinance (chapitre 622) sous le n°1173058.

Aux Etats-Unis : Columbia Management Investment Advisers, LLC (CMIA) est enregistrée en tant que conseiller en investissement auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission.

Dans la région EMEA : Publié par Threadneedle Asset Management Limited. Une société enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 573204, dont le siège social est situé Cannon Place, 78 Cannon Street, Londres, EC4N 6AG, Royaume-Uni. La société est agréée et réglementée au Royaume-Uni par la Financial Conduct Authority. Le présent document est distribué par Columbia Threadneedle Investments (ME) Limited, qui est réglementée par l'Autorité des services financiers de Dubaï (DFSA).

Pour les distributeurs : Le présent document vise à fournir aux distributeurs des informations concernant les produits et services du Groupe et n'est pas destiné à être distribué. Pour les clients institutionnels : Les informations contenues dans le présent document ne constituent en aucun cas un conseil financier et ne s'adressent qu'aux personnes ayant des connaissances appropriées en matière d'investissement et satisfaisant aux critères réglementaires pour être qualifiées de Client professionnel ou de Contrepartie commerciale ; nulle autre personne n'est autorisée à prêter foi à ces informations.

Columbia Threadneedle Investments est le nom de marque international du groupe de sociétés Columbia et Threadneedle.

columbiathreadneedle.com

Valable à partir de mai 2020 | Valable jusqu'en septembre 2020 | J30609 | EMEA/APAC : 3095869 | Etats-Unis : 3105797